

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 160. — 14 septembre 1963

L'INFLATION EST COMMENCÉE : dénonçons le bluff anti-hausse

Le gouvernement veut faire un « habillage social »
à sa politique
d'improvisation :

IL Y A HAUSSE DES PRIX ?

Bloquons les salaires...

LES SYNDICATS

PROTESTENT ?

*Libérons
le contingent à 16 mois...*

LA PROTESTATION

CONTINUE ?

*Reprenons
la séduction du capital-
travail...*

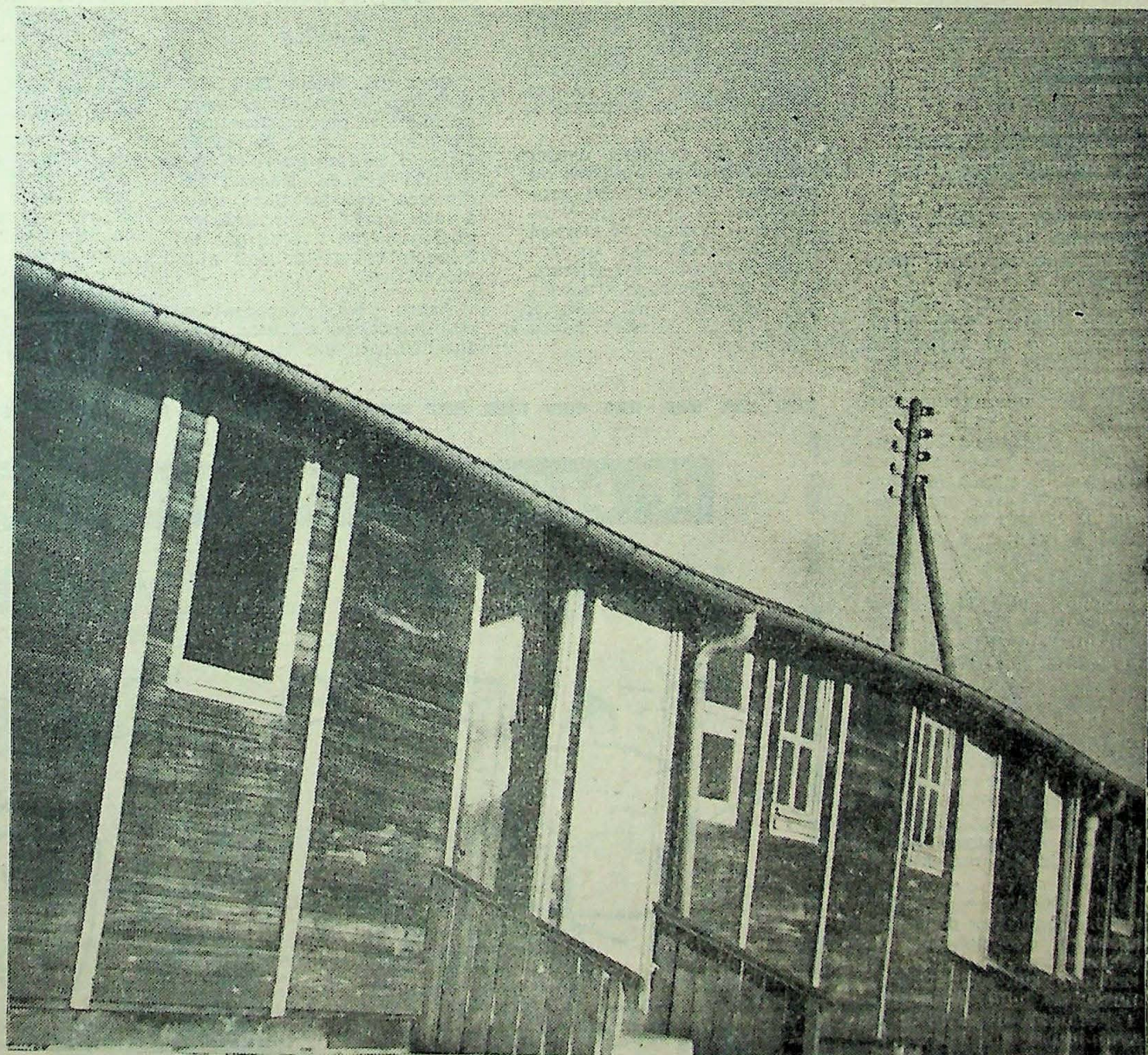


Attention
à l'arme
psychologique !

Quand le
pouvoir sourit
aux travailleurs
ceux-ci doivent
être vigilants...

(Lire pages 3 et 6)

Ces taudis qu'on appelle des écoles



(Photo TRIBUNE.)

Plus d'un million et demi
d'enfants de deux à six ans
sont attendus cette année
dans les écoles maternelles.
On prévoit que, dans le
meilleur des cas, la moyenne
d'enfants par classe sera
de 40 élèves.

Dans l'ensemble, la situation
est catastrophique. Seul,
M. Fouchet, reste optimiste.

(Lire page 3.)

**U.S.A. : Quinze millions de
Noirs luttent toujours pour
la conquête de leurs droits.**

(Lire page 5)

**La mort
change de camp**

Jusqu'à présent c'était pratiquement toujours chez les Noirs qu'on trouvait les victimes de la ségrégation raciale. Dans le « différend » qui vient d'opposer soldats blancs et « de couleur » à la base américaine d'Evreux-Fauville, s'il y a des blessés dans chaque camp, c'est chez les Blancs, cette fois, que la mort a frappé. Ce mort devrait peser lourd sur la conscience d'un certain Wallace, gouverneur de l'Alabama et de quelques autres dont la hargne imbécile est au service d'une cause ignoble et de toute façon perdue. Il devrait également peser d'un certain poids sur celle du Président et de ses conseillers dont les faux-semblants et atterissements successifs n'ont fait que pousser les Wallace à durcir leurs positions.

L'incident révèle que les manifestations pacifiques des Noirs américains ont des résonances profondes dans les forces armées U.S. outre-mer et sans doute aussi aux U.S. A. même. Par le canal de la lutte antiraciste, beaucoup de jeunes hommes noirs et blancs vont ainsi accéder à une certaine compréhension des problèmes politiques. Et, aux Noirs, ce mort blanc fera connaître que les victimes peuvent changer de camp.

Quant à nous, Français, que cela concerne tout de même un peu, cela nous rappellera peut-être, non sans tristesse, que nous ne nous sommes guère mobilisés pour manifester aux Noirs américains notre solidarité antiraciste.

**On ne peut pas
tout dire...**

« Afrique du Sud, pays dynamique ».

« Afrique du Sud, pays hospitalier ».

La South African Airways a fait paraître dans « Le Monde » du 14 septembre une publicité pour ce pays « merveilleusement bien équipé pour bien recevoir ses visiteurs ».

L'appel s'adresse à « l'homme d'affaires averti » à qui on indique que les investissements américains ont rapporté 27 % par an et qu'on invite à passer « de plus quelques jours de détente inoubliables ».

Ajoutons, puisque le texte n'en dit rien, que pour bien profiter du séjour... il vaut mieux avoir la peau blanche.

« Le Monde » avait jadis passé une publicité payante pour l'hypocrite « mouvement du réarmement moral ».

Maintenant c'est pour permettre à un pays raciste d'obtenir investissements et devises.

Peut-être accepterait-il dans ces conditions de passer également une publicité — payante bien sûr — en faveur de Paupert, les Brochier et leurs camarades anticolonialistes encore emprisonnés ?

**Nouveau
remue-ménage
à la R.T.F.**

La politique de mise en place U.N.R. se poursuit. Une équipe remplace l'autre. Hier, les poulains Debré tenaient le manche. Aujourd'hui, M. Peyrefitte limoge André Gérard, directeur des journaux parlé et télévisé. Bien sûr, on va le recaser ; on prévoit pour lui une « case » do-

rée outre-mer. Sa servilité aura tout de même été récompensée.

Le poste de directeur des informations sera supprimé. A quoi servirait-il, d'ailleurs, puisque tout sera directement branché sur le cabinet du ministre, via la direction des programmes radio. Déjà, les journaux télévisés avaient échappé au directeur des informations, Raymond Marcillac allant prendre ses ordres directement chez le ministre.

Le dessein est simple. Le ministre régira effectivement toute l'information, parlée et télévisée. Comme il y a peu de journaux nationaux qui puissent refuser quoi que ce soit au régime et comme l'Etat gaulliste contrôle plus ou moins les postes périphériques, la mise en condition est complète.

**Décentralisation
et concentration
politique**

Si l'idée est bonne d'une décentralisation au bénéfice des stations régionales, il ne faut pas se leurrer. Le « décrochage » n'interviendra que lorsque les bulletins d'information nationaux auront diffusé la bonne parole mise au point à Paris. Des directeurs régionaux, bien choisis, assistés de « responsables de l'information » judicieusement désignés, veilleront naturellement à ce que n'intervienne — localement — aucune distorsion. De Paris, Roland Dhordain, imposé par le gouvernement, y veillera, comme il a su veiller sur les « Chantiers de Jeunesse », chers à Pétain.

Nous ne pouvons douter des sentiments gaullistes du nouveau directeur des programmes — Pierre de Boisdeffre — nommé en Conseil des ministres. Son adjoint, Georges Drouet, s'est affirmé, depuis la Libération, d'autant plus gaulliste qu'il doutait, avant 1945, du sort de la résistance.

Enfin, au côté d'Albert Ollivier à la télévision, non suspect, mais de santé délicate, se tiendra M. Jean Chauveau, issu du cabinet du Président de la République. Quant à la seconde chaîne, sa direction actuelle est pourvue avec le gaulliste sérieux qu'est Philippe Rague-neau.

Pour en finir avec la concentration gaulliste et gouvernementale, signalons une disposition qui a dû passer à peu près inaperçue dans le monde de la presse. C'est, dans un des chapitres du Budget, une ligne de crédits prévoyant la nomination de 12 responsables de l'information, représentant chacun un ministère, nommés par le ministre de l'Information et se situant à ses côtés pour les besoins de l'information publique. Lorsque ces fidèles serviteurs seront en place, défense sera faite dès lors aux différents services ministériels d'informer directement les journalistes. Comme on le voit, le dispositif de mainmise gaulliste est en place et pourra fonctionner pour assurer, dans la mesure du possible (!), les futures victoires électorales de l'U.N.R. et la survie du gaullisme.

Quant à la liberté de l'information et à l'objectivité de celle-ci...

**Des grenouilles
dans le bénitier
U.N.R.**

Ceux qui, depuis 1958, ont misé sur le gaullisme pour asseoir leur propre situation, s'inquiètent fort, à la R.T.F. Dame, il ne faut guère attendre du bon M. Bordaz. Le directeur-général tient trop à son poste pour refuser quelque chose à ceux que le Pouvoir couvre de son aile protectrice.

Aussi, les responsables changeant, on s'attend, naturellement, que les exécu-

tants soient plus ou moins entraînés dans la disgrâce de leurs chefs. Mais la piétaille n'a même pas l'espoir d'attendre qu'on lui sera reconnaissant pour son dévouement à une cause qui ne l'avait attirée qu'en raison des avantages à en tirer.

Y aurait-il une justice, ici-bas ? N'anticipons pas. Ce qui est certain, c'est qu'il n'y a guère de reconnaissance. Après tout, cela donne une valeur au courage civique désintéressé.

**R.T.F. :
Deux établissements
Deux caisses**

Le monopole de productions et de réalisations accordé à la R.T.F., déjà fortement entamé, va-t-il être supprimé ? Les rats sont dans le fromage. Publicité déguisée ou non à la télévision, émissions « compensées » à la radio.

Malgré cela, le public est toujours invité à payer sa redevance, parfois même deux fois plutôt qu'une !

Cependant la division entre télévision et radio, grande idée des rats U.N.R. et des hommes d'affaires du régime, sera un fait accompli. Albert Ollivier prend le titre de « directeur de la télévision », tandis que Pierre de Boisdeffre aura celui de « directeur des programmes radio ». Le doux Bordaz se cachant derrière celui de « directeur général ». Mais directeur général de quoi ? puisque le bâton de commandement se trouve entre les mains du ministre de l'Information, soit, en fait, de la Présidence de la République.

Toutefois, cette séparation ne se fera pas sans difficulté, car le budget général de la R.T.F. devra être scindé. Les charges seront beaucoup plus lourdes, car au lieu de conjuguer les efforts, on assiste à une démultiplication des postes et des titres. C'est la radio qui — pour l'instant — fait les frais de l'opération au profit de la télévision. Cette

dernière, c'est l'avenir, croit-on au bain-trust U.N.R.

Quant aux spectateurs et auditeurs, ils doivent payer, qu'ils écoutent, regardent ou pas. S'ils n'ont pas la télé, la majeure partie de la redevance ira quand même au financement des programmes qu'ils ne verront pas, et s'ils s'offrent un récepteur de télé, leur argent sera dûment employé à asseoir l'instrument de propagande du régime gaullien. Car c'est ça le Pouvoir...

**Le cadavre
se mange chaud**

Quarante-huit heures après le limogage du directeur des informations, lequel doit assurer l'exécution des affaires courantes durant encore 8 jours, un sous-ordre faisait supprimer la voiture de service mise à la disposition d'André Gérard. Il y en a qui n'attendent pas. Quel appétit... et quelle leçon de tact administratif !

**« Tribune »
et le Festival
de Venise**

Nous aurions aimé rendre compte à nos lecteurs du Festival de Venise. Nous devons nous en abstenir : l'administration de la Mostra a refusé d'accréditer un représentant de Tribune Socialiste. Nous jugeons cette décision arbitraire (de nombreux autres journaux accrédités n'ont ni le tirage ni la périodicité de « T.S. ») et injustifiée (il ne s'agissait nullement d'une invitation, les frais de séjour et de voyage n'étaient de toute façon pas à la charge de la Mostra, il s'agissait, en fait, de l'entrée dans les salles de projection et de l'accréditation officielle, comme journaliste, du représentant de « T.S. »). Des camarades italiens nous assurent qu'il ne faut pas voir là l'expression d'une discrimination d'ordre politique : on ne peut donc incriminer, nous semble-t-il, qu'une rancune personnelle mystérieuse, ou un remarquable désordre administratif.

**LE DESSIN DE JEAN CHARLET
IMAGE DE VACANCES**



Les généraux pensent à l'ombre.

Le billet de Jean Binot

PURE et DURE

Vous souvient-il de cet air déjà vieillot qu'au début du règne nous chantaient les inconditionnels de tout poil : « Avec de Gaulle, la V ne sera pas la République des petits copains. Pure et dure, elle sera la Cintième. »

A preuve ?

A preuve la nomination au Conseil économique et social du maire de Saint-Denis de la Réunion, ce député on ne peut plus indépendant dont l'élection fut annulée pour cause de loyauté excessive, et qui céda la place toute chaude au nommé Debré (Michel), battu inconsolable.

A rappeler, pour mémoire, que le seigneur Valabregue, autre battu et pas content, s'est vu offrir par le régime un très substantiel fromage. Pure et dure, on vous dit, la « Cintième ».

L'ECONOMIE FRANÇAISE ET LA RENTRÉE

LA rentrée ! C'est l'occasion pour tous les responsables, qu'ils soient chefs d'entreprise, secrétaires de syndicat, leaders de parti politique, de faire le point de l'évolution économique, d'en « décanter » les problèmes et de fixer la ligne d'action qu'ils pensent être la mieux conforme à l'intérêt de leurs mandants.

Nous ne voulons pas entrer dans le détail les multiples problèmes ainsi posés.

Mais un fait nous semble devoir conditionner toute l'évolution économique de notre pays, c'est celui de l'avenir du Marché commun, donc de l'Europe.

Qu'on le veuille ou non, qu'on le regrette ou qu'on s'en satisfasse, il est un fait que la progression de l'Europe économique est la donnée fondamentale de toute vie économique française. Tant que durera le système capitaliste, les partis, les syndicats, les hommes qui se recommandent du Socialisme pourront certes envisager les futures règles de la Démocratie socialiste, mais ils seront obligés, face aux problèmes d'actualité, de suivre la conjoncture économique qu'on leur impose et de fixer leurs décisions sur son évolution.

Les réflexions que nous voulons faire sont les suivantes :

L'attitude actuelle de la France est telle à l'intérieur que l'économie française va

inexorablement vers une situation catastrophique. C'est déjà l'inflation.

Toutes les mesures prises dans l'immédiat par le gouvernement Pompidou le seront à sens unique, les « armes psychologiques » ne seront dirigées que contre les salariés et le seul arrêt à la hausse sera contre les salaires.

Selon sa méthode habituelle, le gouvernement « fera du social » en augmentant les promesses et en « habillant » (nouveau vocabulaire) les revendications des travailleurs d'un corset dont on vantera la souplesse par tous les moyens publicitaires habituellement utilisés.

La séduction jouera à plein et les mesures démagogiques précéderont celles d'intimidation.

Sur un autre plan, il faut constater le fait que les arrangements qui pourraient être pris pour viabiliser le Marché commun sont conditionnés par un climat international favorisant les solutions de discussion et d'entente entre les pays européens.

Toute politique cassante, systématiquement hostile à tel ou tel de nos partenaires et aux deux grands courants du monde, pratiquée au moment où les U.S.A. et l'U.R.S.S. se rapprochent, est une politique appelée à briser les accords antérieurs difficilement réalisés.

Bien sûr, nous avons prévu ces évolutions et critiqué le cadre dans lequel elles se faisaient.

Bien sûr, nous avons raison.

Mais la politique du pire ne devant jamais être choisie, dans l'intérêt même des travailleurs, nous devons être très attentifs à tout arrêt porté au développement du Marché commun.

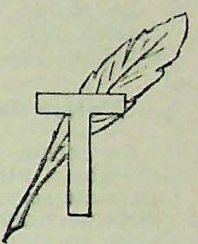
Là se trouve le problème le plus crucial qui doit conditionner les réactions des forces politiques démocratiques de notre pays.

Tout jugement politique,
Toute action revendicative,
Tout programme politique

qui fixeront ces mots d'ordre sur le seul aspect de la politique intérieure française sans tenir compte du fait européen ne saurait que s'exprimer en dehors de toute réalité économique.

C'est, à notre avis, dans ce cadre, que la contestation du gouvernement Pompidou doit se faire en cette rentrée 1963.

Elle conditionne toute politique qui veut se présenter sérieusement aux Français comme l'alternative au régime gaulliste.



L'impossible rentrée scolaire

DIX millions trois cent mille enfants et adolescents vont reprendre le chemin de l'école, du collège, du lycée ou de l'université. Ce chiffre énorme a de quoi inquiéter plus d'un parent d'élève quand on se souvient de la pagaie unanimement constatée à la rentrée des classes l'année dernière.

Cependant, M. Christian Fouchet, ministre de l'Education nationale ne partage guère l'inquiétude des familles, au contraire il semble optimiste : c'est ce qui ressort du compte rendu qu'il a fait mercredi 5 septembre au Conseil des ministres.

Reconnaissant une hausse des effectifs (plus de 227.000 élèves dans le primaire et le secondaire), mais insistant sur « l'effort constant poursuivi cette année... (sic.) », M. Fouchet a déclaré que : « La rentrée s'effectuera cependant dans les deux enseignements dans des conditions très voisines de celles de l'an dernier. Il y aura des difficultés certaines, mais géographiquement limitées à quelques grands ensembles et à quelques académies, difficultés auxquelles il sera pratiquement toujours possible de faire face. »

La grande pagaie

Cette remarquable déclaration de notre ministre signifie en clair que les mêmes difficultés, les mêmes problèmes vont se poser aux parents et aux enseignants, que la pagaie de l'année dernière se reproduira, sinon pire puisque de l'aveu même du ministre : « Il y aura plus de 227.000 enfants de plus. » Dans l'exposé de M. Fouchet un autre fait notable : « Dans les maternelles, il n'est pas encore possible de satisfaire toutes les demandes de 2 à 3 ans. » Cette formule cache en réalité une situation catastrophique.

Plus d'un million et demi d'enfants

de deux à six ans sont attendus cette année dans les écoles maternelles. Mais dans quelles conditions ces enfants seront-ils admis ? On prévoit que dans le meilleur des cas, la moyenne d'enfants par classe sera de 40 élèves, mais dans la région parisienne et le Nord la moyenne par classe s'élèvera à plus de 50 élèves. On comprend que de nombreuses mères de famille hésitent à laisser leurs enfants s'entasser à la maternelle dans ces conditions. Le seul renfort qu'annonce M. Fouchet « ce sont les classes mobiles provisoires », communément appelées baraques-écoles où les enfants gèlent pendant tout l'hiver.

Malgré les efforts des institutrices, les maternelles deviennent de simples garderies d'enfants. Dans l'enseignement primaire, même embouteillage prévisible, malgré une légère baisse d'effectifs évaluée à 38.000. M. Fouchet annonce 4.733 ouvertures de classes, mais il aurait fallu plus de 5.000 classes nouvelles pour que la rentrée s'effectue normalement.

Pour l'enseignement du second degré, les déclarations de M. Fouchet feraient sourire si la situation n'était pas si grave. M. Fouchet se moque du monde : « Les problèmes de locaux ne se poseront avec acuité que dans quelques régions isolées. » En somme dans le secondaire tout va bien...

Seul point noir, de l'aveu même du ministre, le manque de professeurs pour les collèges et lycées. Pour remédier à cette situation et devant l'étendue de sa tâche, M. Fouchet a décidé de prendre un « second » en nommant à ses côtés un secrétaire général.

Pour le « technique » le ministre déclare prudemment : « Les difficultés varieront selon les établissements et les sections ». Mais pas un mot sur les centaines d'adolescents refusés à l'entrée des collèges techniques (un sur deux dans la Seine).

La réforme

Pour « démocratiser » l'Enseignement M. Fouchet a prévu toute une série de réformes ; cycle d'orientation prolongé jusqu'en 3^e, télé-enseignement, création de collèges « polyvalents », etc., mais comme la suppression des classes terminales dans les écoles primaires, ces aménagements resteront cette année encore assez théoriques.

En revanche la dernière en date (des réformes) qui n'a rien de pédagogique, mais vise à placer les instituteurs sous la férule des préfets, vient de voir le jour. Voici en effet les nouvelles dispositions prévues.

Le 29 juillet paraissait un décret annonçant qu'une « expérience d'aménagement des services de l'Etat dans les circonscriptions d'action régionale de Bourgogne et Haute-Normandie » allait être organisée. Quelques jours plus tard, une circulaire apportait de nouvelles précisions. « Les projets de décisions des recteurs portant affectation de personnels de l'Education nationale dans votre circonscription (délégués rectoraux, personnel relevant du secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, instituteurs, personnels des catégories C et D, etc.) doivent être portés à votre connaissance, afin de vous permettre le cas échéant, de faire connaître vos observations, si vous estimez que ces mesures sont gravement inopportunes ou qu'elles risquent de porter atteinte à l'ordre public. » Un autre paragraphe de la même circulaire précise encore : « En cas d'observation de votre part quant à l'affectation envisagée, le recteur disposera à son tour d'un délai de dix jours pour procéder à un nouvel examen de l'affaire. En cas de désaccord, il vous appartiendra de saisir le ministre de l'Education nationale. »

Il ne s'agit donc pas seulement de

communiquer aux préfets les nominations des enseignants, mais dorénavant, celles-ci ne pourront être définitivement arrêtées sans l'agrément du préfet.

Ainsi ce qui compte pour le pouvoir ce n'est pas l'intérêt de l'école, mais une surveillance de tout le personnel enseignant. Les préfets pourront ainsi nommer les maîtres, et tout instituteur jugé « de gauche » sera automatiquement évincé. Nous voici revenus aux mœurs du II^e Empire où les préfets étaient maîtres dans leurs départements. Cette réforme a déjà suscité des protestations de la F.E.N. qui déclare : « Cette mesure porte une atteinte intolérable à l'indépendance de l'Université ».

Aussi le régime gaulliste non content d'avoir tous les pouvoirs, s'oriente-t-il vers une mainmise sur l'Université.

Au total M. Fouchet essaye de donner un caractère ambigu à sa politique scolaire, en mettant à l'étude certaines mesures destinées à lui rallier une partie de l'opinion. Celle-ci servira de couverture à ces entreprises réactionnaires.

La « réforme » actuelle porte la marque de cette inspiration.

La politique gaulliste, politique des monopoles, cherche par tous les moyens à brimer l'enseignement laïc, à le briser. Alors que seule la réforme Langevin-Wallon ferait de notre enseignement une véritable école démocratique de formation du citoyen, le gouvernement la défigure, installe dans nos écoles et dans nos lycées des officiers, donne des millions à l'enseignement confessionnel ou patronal.

La rentrée de cette année est une illustration de la politique catastrophique des monopoles contre la nation.

Dominique Loury.

La grève des mineurs espagnols :

SALUT LES ASTURIENS

EN mai 1962, le gouvernement franquiste devant la grève des mineurs qui tend à s'étendre dans toute l'Espagne, proclame l'état de siège dans les régions les plus atteintes par le mouvement, contrôle sévèrement la sortie des Espagnols vers l'étranger, arrête le moment de surprise passé, tous les militants antifranquistes qui lui paraissent avoir participé peu ou prou à l'organisation de la grève, assigne à résidence dans d'autres régions d'Espagne plusieurs centaines d'ouvriers et de mineurs qui lui apparaissent comme des meneurs.

En septembre 1963, au bout de 52 jours d'une grève qui affecte une grande partie du bassin asturien, le gouvernement supprime le visa de sortie pour les Espagnols en partance vers l'étranger, et hésite devant les mesures à prendre pour arrêter une grève qui lui coûte pourtant cher. Toute l'évolution de l'Espagne de Franco se situe entre ces deux attitudes, qu'il ne faudrait pourtant pas interpréter trop simplement : soit en pensant que le régime se libéralise nettement, soit en criant qu'il est aux abois et ne sait plus où donner de la tête.

La réalité est plus subtile et les options pour le mouvement ouvrier espagnol plus compliquées.

L'effet des grèves de 1962

En même temps que l'opposition cherche à utiliser le mouvement qui vient de se produire, retrouvant une certaine unité d'analyse, sinon une unité d'objectifs, les forces qui soutiennent le régime révèlent publiquement leur discordances.

Dès lors le régime balance entre la tentation de la « libéralisation » et celle contraire du renforcement de l'appareil répressif.

De fait, le pouvoir a mené une double politique qui n'a pas manqué d'efficacité. A court terme tout au moins.

D'un part, il concède tout au moins dans les secteurs qui l'intéressent, des augmentations de salaires substantielles. Ces augmentations sont loin de rapprocher les salaires espagnols des salaires européens, mais ils représentent une incontestable amélioration, que seule l'inflation en cours contrarie.

D'autre part, le régime procède à une manœuvre d'intimidation en profondeur, contre le mouvement ouvrier, et plus généralement contre toutes les forces d'opposition quelles qu'elles soient. Et pour ce faire il pratique une politique répressive « sélective ».

Réussissant en partie à démanteler les organisations existantes, il n'en recherche pas moins à frapper les imaginations, en sanctionnant de manière spectaculaire l'activité de l'ensemble du mouvement ouvrier espagnol.

Le retour à 1936

L'assassinat de Julian Grimau, décidé de sang-froid par Franco, et malgré l'opposition « tactique » d'un certain nombre de ses ministres, avait en effet un double objectif.

Resserrer les rangs des partisans ou des profiteurs du régime, en leur démontrant qu'un complot international continuait d'exister et que le régime entendait rester ferme.

Montrer que le régime ne confondait pas, les agitateurs professionnels « au service de l'étranger et du communisme international », avec les égarés, ou même ceux qui revendiquent un certain nombre d'améliorations que le régime se sent disposé — très relativement — à accorder.

Il ne faut pas oublier à cet égard, que sous la pression ouvrière, les autorités de l'Eglise, et sur un autre plan, une fraction de la phalange, dont l'influence sur l'appareil d'Etat est évidente, ont pris depuis quelques années des positions relativement et parfois franchement critiques à l'égard du régime.

Que Franco ait su que l'assassinat de Grimau provoquerait l'indignation à l'étranger. Nul doute. Mais il n'est pas homme à reculer devant cela.

Qu'il en ait prévu l'ampleur ? Probablement pas. Etant habitué au « laisser faire » qui en dépit de déclarations de principe caractérise la politique des « démocraties » à son égard depuis nombre d'années.

Mais ce qu'il n'a pas su voir c'est que cet assassinat serait « tragiquement inefficace. Les ouvriers et les mineurs qui ont participé au mouvement et souvent eu gain de cause, ont retenu pour l'essentiel que la grève a été payante.

La jeunesse, elle, a découvert en même temps que l'efficacité de l'action, toute une histoire la reliant à l'Espagne antérieure à celle d'avant 1936.

Inefficace du point de vue du pouvoir, l'assassinat de Julian Grimau, aide à forger de nouveaux militants.

Inefficace pour Franco, l'assassinat de Joaquin Delgado Martinez et Frédéric Granados Gata, les deux

tures espagnoles sont en cours qui risquent de donner des chances sinon au franquisme lui-même mais à un franquisme sans Franco, tout aussi redoutable quant au fond, plus présentable quant aux formes.

Car il est vrai de dire que l'expansion de l'Espagne est en cours et que l'Espagne, telle qu'elle est et avec le régime qu'elle subit, peut néanmoins résoudre un certain nombre des problèmes économiques qui lui sont propres et surmonter un certain nombre de ses contradictions.

Il serait trop long de revenir ici, sur les causes de la croissance espagnole actuelle. Mais elle est un fait dont il faut tenir compte. Le plan de stabilisation lancé en 1959 a permis de résoudre quelques-uns des problèmes de l'économie espagnole, et surtout l'a mise en condition pour entrer dans le jeu de l'économie mondiale, sans le risque d'étouffement

pouvoir assurer les reconversions éventuellement nécessaires.

Enfin, les mineurs engagent une grève non sur des mots d'ordre revendicatifs, mais pour l'essentiel, sur des thèmes syndicaux et politiques tels que : liberté syndicale, retour des mineurs exilés depuis 1962, sécurité de l'emploi. Sans schématisme excessif la comparaison avec Decazeville s'impose.

Le résultat immédiat est peu prévisible. Mais l'expérience est lourde de sens. D'autant plus que malgré les efforts des uns et des autres, les organisations traditionnelles comme les organisations nouvelles ne paraissent pas avoir joué un rôle majeur ni dans le déclenchement du mouvement, ni dans sa poursuite.

Un mouvement spontané

Ainsi arrivons-nous au paradoxe d'une grève de caractère spontané, menée en dehors de l'influence des organisations syndicales et politiques et qui dans les mots d'ordre avancés présente un caractère politique plus évident que tous les mouvements qui l'ont précédé en Espagne, y compris celui de 1962.

D'où le désarroi non seulement du gouvernement, mais des organisations de la « gauche » qui, si elles ne comptent pas toujours en Espagne, savent souvent faire le battage à l'extérieur. Désarroi qui a été d'autant plus apparent que pendant plus d'un mois les mineurs se sont battus tout seuls, sans le concours non seulement de mouvements intérieurs, mais aussi de l'aide extérieure pourtant indispensable.

Car il ne faut pas se tromper, il est indispensable que cette fois-ci les mineurs ne rentrent pas dans la mine avec le sentiment de s'être battus pour rien.

Et très précisément, parce que leurs mots d'ordre sont plus politisés, il est indispensable que la solidarité internationale joue à plein.

Les correspondants de presse en Espagne parlent souvent du « pourrissement » de la grève que le gouvernement attend. Il dépend de nous pour une large part, que ce pourrissement ne puisse se produire.

Les mineurs des Asturies viennent de poser tranquillement un certain nombre de questions de base au régime franquiste dans son évolution actuelle. Par-là même, ils l'obligent à rejeter le nouveau masque qu'il était en train de se faire.

Tranquillement est bien sûr manière d'écrire. Car en réalité ils prennent les risques les plus grands. Ceux notamment de ne pas être payés de leurs 52 jours de grève, ceux d'être arrêtés pour violation de la loi.

Une solidarité qui doit être autre chose que de principe

Aussi, il faut absolument que tout le parti prenne en main l'organisation d'une campagne de solidarité sans précédent.

Dès maintenant, il faut organiser la collecte chez tous les militants et sympathisants, des fonds de solidarité aux mineurs espagnols. Ces fonds devant être envoyés immédiatement au compte de solidarité du P.S.U.

Dès maintenant, il faut prendre contact avec toutes les organisations démocratiques françaises, pour créer des Comités d'aide aux mineurs espagnols. Une aide qui ne doit pas se limiter au collectage de fonds (vital, indispensable), mais aussi à des actions (meetings, manifestations) de solidarité avec les mineurs en lutte.

Il y a quelques mois, un film bouleversait la France, il s'appelait *Mourir à Madrid*. Il ne faut pas se contenter que des souvenirs et des leçons de l'histoire.

Plus récemment, les exécutions de Madrid, montraient que Franco n'avait pas changé. Ne pouvait pas changer.

Aujourd'hui, il faut aider à changer les choses en Espagne. Ce faisant nous contribuerons largement à changer les nôtres.

Christian Guerche.



(Photo A.D.P.)

Aujourd'hui, il faut aider à changer les choses en Espagne.

anarchistes assassinés au garrot dans des conditions totalement indécentes, aide à forger de nouveaux militants. Mais vers quoi ceux-ci peuvent-ils se diriger ?

Les options en Espagne

Une idée trop répandue, jusqu'en Espagne même, tend à présenter le pays comme totalement sous-développé. Cette image à le double tort d'être inexacte et d'être statique.

Inexacte car les pôles d'industrie existants étaient déjà, dès avant 1936, importants tant sur le plan économique que sur le plan politique et social.

A trop parler des propriétaires latifundistes du sud de l'Espagne, et du paysan misérable d'Andalousie ou d'Estramadoure, on oublie le capitalisme financier, la sidérurgie du Nord, et l'ouvrier de Bilbao, de Catalogne ou des Asturies, dont la tradition de luttes n'a rien à envier à celles de tout le mouvement ouvrier européen. On aurait même tendance de dire au contraire.

Statique car de profondes transformations de l'économie et des struc-

qui aurait été le sien quelques années avant.

Le plan de développement en préparation permet aux milieux dirigeants et aux technocrates qui y travaillent de penser que le « miracle espagnol », tout comme le miracle italien ou le miracle allemand, devient possible. Et à dire vrai de nombreux éléments objectifs, peuvent les favoriser.

Mais il devient clair que les options du mouvement ouvrier en Espagne tant sur les objectifs que sur le style des luttes à entreprendre doivent tenir compte des transformations en cours.

C'est dans ce contexte que se situe la nouvelle grève des mineurs d'Asturies et qu'elle prend tout son sens.

Les mines d'Asturies sont peu rentables, le fait est maintenant connu de tous. Les sociétés qui en sont propriétaires ont de tout temps été ce que le patronat espagnol comptait de plus réactionnaire et de plus combattif. On a pourtant l'impression cette fois-ci, que ces sociétés souhaitent la fermeture d'un certain nombre de puits, et si possible la nationalisation des mines les moins rentables.

De son côté l'Etat laisse faire, sans

ALABAMA : BLANCS, NOIRS ET SANG

ALGERIE : LA CONSTITUTION, UNE ÉTAPE...

L'ADOPTION d'une Constitution est toujours un événement important. Mais un texte constitutionnel, en soi, n'est pas essentiellement créateur. Il n'a pour objet que de consacrer, d'institutionnaliser une situation de fait. « L'histoire de l'humanité, dit le Manifeste communiste, n'est que l'histoire de luttes de classes. » L'Algérie indépendante ne fait pas exception et sa Constitution marque l'étape accomplie.

Mais, du fait de son approbation massive, elle devient pour l'équipe dirigeante un outil précieux permettant d'imprimer au pays, avec plus de facilité qu'auparavant, son orientation. Celle-ci, Ben Bella l'a toujours définie comme socialiste et, aujourd'hui, il annonce une « accélération » dans ce sens. Pour Hocine Ait Ahmed, ancien ministre du G.P.R.A. et qui apparaît comme le porte-parole du Front des forces socialistes, organisation clandestine comme le Parti de la Révolution socialiste dont il semble être l'élargissement, le texte adopté vise au contraire « à légitimer un régime totalitaire, une dictature personnelle ».

Faisons le point

Après plus de sept ans d'une guerre atroce, la Révolution algérienne obtenait une victoire ; mais une victoire payée de la disparition de la majorité de ses meilleurs cadres et limitée par les accords — certes nécessaires dans le rapport de forces du moment — d'Evian. Elle avait entre les mains un pays dont les possibilités à longue échéance sont grandes mais qui, pour l'immédiat, était ravagé, à peu près sans cadres et où 80 p. 100 de la population était analphabète. Le F.L.N. de guerre était plus une organisation militaire qu'un parti. Dès après les accords d'Evian, ses principaux leaders se scindaient en deux groupes : de Tlemcen et de Tizi-Ouzou, prêts à s'affronter militairement.

Aujourd'hui, la majorité des meilleures terres d'Algérie est exploitée par des comités de gestion dont l'implantation se développe également

dans les secteurs industriel et commercial.

Les critiques

Certes, les opposants peuvent formuler un certain nombre de critiques. Boudiaf est en captivité — et c'est apparemment une erreur tactique de même nature que l'emprisonnement de Djilas par Tito. L'équipe dirigeante se restreint et cela donne une apparence de justification à l'accusation de « dictature personnelle » lancée par Ait Ahmed.

Mais qui est parti ? Khidder, qu'on tenait pour nassérien, qui se signalait par son prosélytisme islamique et qui, au surplus, voulait que le parti F.L.N. soit à l'image du F.L.N. de guerre dont Ben Bella a dit à juste titre que « c'était un peu un parc zoologique » ; Ferhat Abbas, que l'opposition P.R.S. reprochait précisément à Ben Bella d'avoir comme « allié » ; Ahmed Francis, Khobzi, ministres dont l'origine sociale donnait prétexte aux opposants « de gauche » à qualifier de « bourgeois » le gouvernement Ben Bella tout entier.

On ne peut guère juger les opposants qu'à leurs déclarations. Certaines ne laissent pas de surprendre. Ainsi, quand Ait Ahmed réclame (*Monde* du 11 septembre 1963) « un gouvernement d'union nationale » ou quand Belkacem Krim, lui faisant écho, annonce (*Monde* du 12 septembre 1963) « une opposition d'unité nationale ».

Où va-t-on ?

L'équipe au pouvoir a compris le rôle du parti dans une révolution. Ce parti n'existait pas en tant que tel. Elle l'a créé et s'efforce maintenant de le développer.

En même temps qu'elle fait reposer toute la vie nationale sur le parti, l'équipe dirigeante tend à faire de celui-ci le parti des ouvriers et des fellahs. Ainsi elle ouvre au régime la perspective d'un développement analogue à celui de Cuba.

Albert Roux.

CE 28 août 1963 marquera une date importante dans l'histoire des Etats-Unis d'Amérique, depuis la fin du conflit qui opposa le Nord au Sud et affirma le triomphe des idées de Lincoln.

Durant plus de cent ans, la générosité de l'un des plus grands présidents du Nouveau-Monde a été sinistrement bafouée. Quinze millions d'hommes de couleur sombre luttent aujourd'hui — ô dérision — pour la conquête des droits les plus élémentaires au sein de la plus grande démocratie du monde.

Il ne s'agit plus d'une opposition entre Nordistes et Sudistes : le conflit est désormais à l'échelle du continent américain. Il n'est même plus — ce conflit — seulement entre Noirs et Blancs, il oppose deux conceptions de l'égalité humaine, deux principes qui concernent l'un et l'autre — tous les individus, quelle que soit la couleur de leur épiderme.

Mieux encore, le conflit racial américain est l'expression d'un conflit beaucoup plus large qui a touché le vieux monde ; Occidentaux et Arabes, Noirs d'Afrique, Arabes entre eux et Noirs les uns contre les autres. Dans le drame américain, nous devrions retrouver cette mauvaise conscience — sous-jacente, pour beaucoup d'entre nous — où nous puisons une imbécile notion de supériorité raciale.

L'Amérique du Nord, après avoir assisté en spectateur au bain de sang indochinois et africain, est aujourd'hui elle-même le théâtre d'un conflit qui, déjà, a fait couler du sang — toujours rouge, qu'il sorte d'une peau noire ou blanche.

Jusqu'à présent, grâce à la sagesse des dirigeants noirs, les heurts ont été réduits. La masse noire est travaillée par des éléments — peu nombreux, certes, mais actifs — de provocateurs noirs racistes et, dit-on, fascistes, en tout cas acquis à l'emploi de la violence. Du côté blanc, la transformation de l'opposition noire en une lutte armée serait un excellent prétexte pour légitimer des mesures brutales au nom d'un pseudo danger noir.

Mais la passivité de la majorité

des Noirs ne pourra pas durer, c'est évident. Tenue en main par des hommes d'Eglise, la foule noire — où se mêlent maintenant des Blancs généreux — prend rapidement conscience de sa force et de la nécessité — absolue, si elle veut conquérir ses droits — d'abandonner cette passivité qui ne lui a rapporté, jusqu'à présent, que des promesses non tenues.

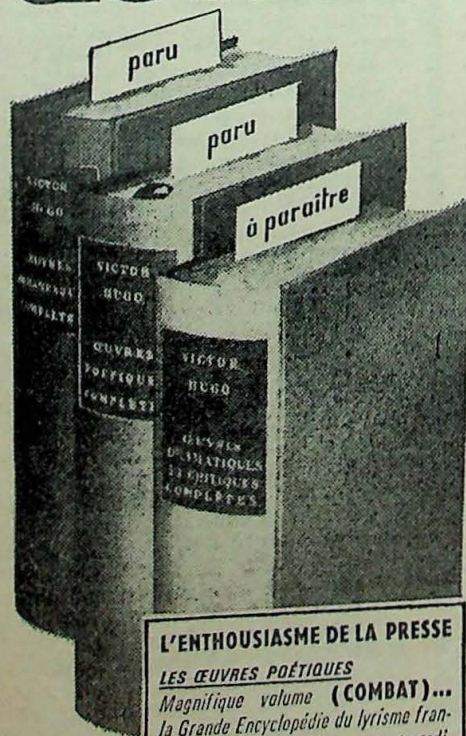
Nous ne prônons pas ici l'emploi de la violence systématique, nous ne voulons qu'analyser une situation où nous retrouvons, hélas ! notre propre drame. A la différence de la France — où les politiques varient au gré des régimes — le gouvernement du président Kennedy est acquis à la nécessaire émancipation des Noirs américains. Kennedy a conscience du danger que comporte, pour l'Amérique tout entière, le brûlot faciste. Malheureusement, l'administration Kennedy se heurte au Congrès où se résume toute la démocratie américaine.

S'adressant au président des Etats-Unis, un syndicaliste noir résuma le problème noir : « Nous n'avons reçu jusqu'ici que des chèques sans provisions. Cela n'est pas digne de l'Amérique. Nous vous demandons maintenant d'honorer vos engagements. »

Quarante-deux millions de Noirs vivent au milieu de cent soixante-dix-sept millions de libres citoyens à l'ombre de la bannière étoilée. Ils réclament le droit de vivre dignement, et l'égalité des droits de citoyen. Où est le danger ? Evidemment dans le formidable potentiel humain qui existe au sein de toute population brimée qui a, peu à peu, pris conscience de sa force. En fait, est-ce vraiment un problème de peau ou n'est-ce pas, plutôt, une question économique-politique ? Dans ce cas, l'affaire des Noirs d'Amérique pourrait être l'un des volets du drame de l'émancipation des peuples sous-développés. Du Nil au bord du fleuve Amour, des Caraïbes au Kamchatka, du Caucase au Tibet, de l'Himalaya aux Andes, qu'y a-t-il de très différent ?

Bertrand Renaudot.

TRIBUNE SOCIALISTE offre à ses lecteurs à des conditions exceptionnelles le 3^e volume des ŒUVRES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO à paraître prochainement.



L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE
LES ŒUVRES POÉTIQUES
 Magnifique volume (COMBAT)... la Grande Encyclopédie du lyrisme français (LIBÉRATION)... une extraordinaire édition (JOURS DE FRANCE)... inépuisable recueil (FIGARO)...

LES ŒUVRES ROMANESQUES
 Un exploit à la vraie mesure de Victor Hugo (PARISIEN LIBÉRÉ)... une révolution dans l'édition (JOURS DE FRANCE)... c'est monumental (L'INFORMATION)...

Nous sommes heureux d'informer nos lecteurs que le 3^e volume de l'édition monumentale des ŒUVRES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO en 4 volumes va paraître prochainement. Après les ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES (tome I), les ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES (tome II), voici le tome III : ŒUVRES DRAMATIQUES ET CRITIQUES COMPLÈTES qui forment un volume de la même importance que les deux premiers (1600 à 1800 pages format 21 x 27, reliure pleine toile, titre or fin, tranche supérieure dorée) comprenant tout le théâtre de Victor Hugo, non seulement Hernani dont la « première » fut le 14 Juillet de la révolution romantique, Ruy Blas, dont les récentes représentations à la Comédie-Française ont rappelé l'éternelle jeunesse, le délicieux Théâtre en liberté et toutes les autres grandes pièces, mais une foule d'œuvres inachevées réunies sous le titre de « Comédies Cassées » : les Jumeaux, les Dieux, les Etudiants, les Mêmes, qui seront une révélation pour beaucoup. A ce monument que constitue l'œuvre dramatique de Victor Hugo a été jointe toute son œuvre critique, ses Journaux Intimes et — ce qui est une des originalités de ce nouveau volume — les extraordinaires « Comptes-rendus des Tables Tournautes de Guernesey », illustrés d'une vingtaine de pages de dessins faits par la table tournante.

Nous rappelons que nous pouvons offrir à nos lecteurs les deux premiers volumes parus, actuellement en cours d'épuisement : poésies complètes et romans complets, aux conditions exceptionnelles suivantes :

1^o) 10 versements mensuels de 13,50 F. pour chaque volume vendu séparément, ou 3 versements mensuels de 42 F., ou 120 F. comptant.

2^o) 10 versements mensuels de 26 F. les deux volumes pris ensemble, ou 3 versements mensuels de 80 F. ou 228 F. comptant.

En ce qui concerne le 3^e volume : les ŒUVRES DRAMATIQUES ET CRITIQUES COMPLÈTES, volume qui, du fait des hausses considérables subies par l'industrie du livre, sera offert à la mise en vente au minimum à 135 F. comptant et à 150 F. en 10 versements, nous pouvons faire bénéficier nos lecteurs d'un prix de souscription privilégié qui leur permettra

de l'avoir au même prix que les précédents volumes : soit 13,50 F. par mois pendant 10 mois, 42 F. par mois pendant 3 mois ou 120 F. comptant. Il leur suffira, pour bénéficier de ce prix de souscription, de remplir le bon ci-contre (paragraphe 3) et de joindre à leur envoi la somme de 13,50 F. par chèque bancaire ou postal ou mandat. Mais attention ! nous ne pourrions faire bénéficier nos lecteurs de ce prix de souscription que jusqu'à la mise en vente du volume, mise en vente qui doit s'effectuer en principe en Novembre mais peut avoir lieu à une date plus rapprochée. N'hésitez donc pas à envoyer immédiatement votre souscription à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris VII^e.

BON A ADRESSER à la LIBRAIRIE PILOTE (Service Littéraire de TRIBUNE SOCIALISTE) 30 rue de Grenelle, Paris. (Cocher les cases précédant les formules adoptées et biffer les mentions inutiles.)

1 - Veuillez m'adresser LES ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES LES ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO que je réglerai en 1 3 10 versements.
 2 - Je souscris aux ŒUVRES DRAMATIQUES ET CRITIQUES DE VICTOR HUGO. Veuillez trouver ci-inclus, libellé au nom de la Librairie Pilote.
 Chèque bancaire chèque postal compte Librairie Pilote N° 13.905-31 PARIS mandat de 13,50 F. Co-versement me donne droit au prix exceptionnel de souscription : je réglerai la somme après livraison soit 106,50 F. en un versement 3 versements de 37,50 F. 9 versements de 13,50 F.

NOM
 Adresse habituelle (ne pas donner votre adresse de vacances)

N° CCP ou bancaire

Signature

T.S. 9

LA HAUSSE CONSTANTE DES PRIX VA STIMULER LES REVENDICATIONS

VACANCES mouillées, vacances chères. Les hôteliers et les commerçants situés près des terrains de camping s'en sont donné à cœur joie. Les vacances n'ont certes pas interrompu la hausse des prix qui, depuis avril dernier, touche de nombreux services et produits de première nécessité. L'indice officiel des prix de détail marquait en juillet une élévation de 5,8 % (sur celui de 1962).

Voilà qui ne va pas dans le sens de l'apaisement des conflits sociaux, en dépit du vote définitif du projet réglementant le droit de grève, et cela d'autant plus que les conditions

de travail dans le secteur public demeurent souvent difficiles en raison de la pénurie des effectifs.

Cet été aura d'ailleurs été marqué par un conflit important : celui des marins de commerce. Dans ce secteur comme dans bien d'autres, le progrès technique aboutit à une augmentation de la tension nerveuse du personnel mais les armateurs, touchés par la décolonisation, sont sans doute moins disposés que d'autres patrons à accorder des augmentations de salaires. On sait qu'au bout de trois semaines de grève, la reprise du travail décidée par la C.G.T. fut difficilement acceptée par les équi-

pages. Cependant l'exaspération des passagers bloqués à Marseille était grande tandis que le gouvernement faisait appel à l'aviation et à la marine nationale (sans d'ailleurs parvenir à briser la grève). Le compromis intervenu permettra aux syndicats de discuter de la réorganisation du travail à bord et de la réforme de la structure des rémunérations.

L'optimisme gaullien...

Dans sa traditionnelle exhibition télévisée baptisée « conférence de presse », le général De Gaulle ne s'est pas départi de son optimisme habi-

tuel. Il a célébré les vertus de l'expansion mais n'a rien dit de la situation souvent lamentable du logement et de l'enseignement, non plus que de la hausse à peu près continue des prix (environ 25 % depuis la dévaluation à laquelle le pouvoir gaulliste a procédé à la fin de 1958). Naturellement le général-président n'a pas parlé non plus du malaise agricole, qui s'est traduit par des manifestations (et même des sabotages) pour obtenir la distillation du vin excédentaire ainsi que l'institution d'une caisse nationale d'aide aux victimes des calamités agricoles (particulièrement nombreuses cette année).

Il est vrai que De Gaulle a exalté la « coopération » avec les syndicats, ce qui résonne curieusement après les récentes mesures antigrèves. Aussi bien De Gaulle a fait allusion à une réforme du Conseil économique qui est en préparation, mais il n'a pas parlé de la nécessaire reconnaissance de la section syndicale d'entreprise

... et les réactions syndicales

Venant après la réglementation du droit de grève dans le secteur public, la conférence de presse du général De Gaulle ne pouvait manquer de susciter des répliques syndicales. Elles vinrent de la C.G.T., de F.O., de la C.F.T.C. et aussi de la C.G.C. qui se déclarent toutes opposées à l'intégration du syndicalisme dans l'Etat.

La C.F.T.C., souvent accusée d'avoir une position équivoque à ce sujet, a été particulièrement nette pour refuser « la coopération du capital, du travail et des techniques ».

La centrale du square Montholon a d'ailleurs durci sa position à l'égard de De Gaulle qu'elle a longtemps ménagé en raison de la guerre d'Algérie et des sentiments de sa base. C'est ainsi qu'Eugène Descamps écrivait en juillet dans *Syndicalisme-Magazine* : « Ceux, nombreux, qui croyaient que l'Homme de la Libération et de la décolonisation serait aussi celui de la justice sociale, sont profondément déçus. » Et à propos de la loi antigrève, le secrétaire général de la C.F.T.C. assurait : « Demain, à l'heure que nous choisirons, le gouvernement connaîtra la réponse populaire à sa dangereuse et équivoque victoire présente. »

Quant à la flambée des prix, le ministre Giscard d'Estaing voudrait l'enrayer sans recourir au blocage imposé par le gouvernement. D'où les appels aux magasins qui vendent des chaussures, des vêtements d'enfants, des fournitures scolaires pour qu'ils s'en tiennent aux prix de 1962. Pour les bouchers, on leur promet des allègements fiscaux s'ils sont raisonnables. Autant dire qu'il s'agit d'un cauteleur sur une jambe de bois.

Cependant le Bureau de Recherches et d'Action économique de la C.F.T.C. (B.R.A.E.C.) estime dans un document qu'il vient de publier qu'« il ne semble pas que notre économie soit engagée dans un processus d'inflation caractérisée ».

Le B.R.A.E.C. considère d'autre part que « correction faite de la hausse des prix qui, en 1961 et en 1962, a été de l'ordre de 5 % par an, les salaires réels moyens n'ont progressé que de 3 à 4 %, soit à un taux très inférieur à celui de la productivité qui est la référence d'usage par les partisans d'une politique des revenus. »

On sait d'ailleurs que les syndicats refusent une telle politique en raison de la difficulté d'évaluer les revenus non-salariaux. Le B.R.A.E.C. estime pour sa part que « l'examen objectif des facteurs de la hausse des prix ne permet pas d'affirmer que la progression des salaires nominaux soit à l'origine de la hausse des prix industriels. S'il faut chercher des remèdes, c'est plutôt vers la distribution, les modalités de financement des investissements, les dépenses budgétaires qu'il faudrait déplacer le projecteur. »

Les syndicats préparent la rentrée et mettent l'accent sur la hausse des prix. Celle-ci ne peut manquer de stimuler l'action revendicative à l'automne.



Vacances mouillées, vacances chères...

(Photo Tribune.)

LA RÉFORME DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL : une manière sommaire d'intégration syndicale

PRECONISE autrefois par la C.G.T. de Jouhaux, le Conseil économique de la nation, a vu le jour après la Libération, au temps du tripartisme. Il est devenu sous la V^e République le Conseil économique et social, sans que sa composition et ses attributions toutes consultatives soient sensiblement modifiées.

On parle maintenant d'une réforme du Conseil, ce qui ne manque pas de susciter des discussions dans les centrales syndicales qui y sont représentées assez faiblement d'ailleurs (environ un quart des membres sur près de 200 conseillers). Cette réforme avait été annoncée le 20 avril 1963 par de Gaulle qui y a fait à nouveau allusion dans sa conférence de presse du mois de juillet où il a parlé, comme on sait, de la « coopération du travail, du capital et de la technique ». Aussi bien il existe une commission chargée de voir comment on pourrait accommoder le Conseil économique, commission présidée par le député U.N.R. Louis Vallon.

Dans le contexte politique actuel, étant donné la philosophie sociale des gens au pouvoir, les projets de réforme du Conseil ne peuvent manquer de susciter une profonde méfiance de la part des syndicalistes.

Ils redoutent surtout un mixage du Conseil économique et du Sénat, tel qu'il était conçu dans le fameux discours de Bagatelle du 1^{er} mai 1952 (« charte du travail » du gaullisme au temps du R.P.F.). « Il s'agit, en même temps, déclarait alors de Gaulle, que le Parlement soit équilibré à l'intérieur de lui-même en donnant des pouvoirs effectifs au Sénat, celui-ci étant transformé de manière à représenter à la fois les communes de France, les territoires de l'Union française et les valeurs économiques, sociales, morales de la nation. »

Un organisme académique

On comprend que les syndicats redoutent d'avoir à prendre des responsabilités politiques dans une Assem-

blée qui serait dominée par des notables conservateurs.

Cependant, bien des critiques peuvent être adressées à l'actuel Conseil économique et social. Si ses débats ont pu éclairer certains problèmes économiques, rien n'oblige le gouvernement et le Parlement à tenir compte de ses avis, à reprendre telle ou telle conclusion d'une majorité dont la représentativité est au surplus contestable.

En effet, le Conseil économique actuel est truffé, comme celui de la IV^e République, de « personnalités » amis du Pouvoir et souvent recalées au préalable à un examen passé devant le suffrage universel !... Assemblée désignée de façon peu démocratique, consultée pour la forme, le Conseil économique et social apparaît plutôt comme un organisme académique. C'est ce que déplorait, dans son livre *La République moderne*, Pierre Mendès-France qui soulignait que « la composition actuelle du Conseil avantage en fait certains milieux possédants et conservateurs, et désavantage la classe ouvrière, les forces d'expansion, de rajeunissement et de progrès ».

Certains leaders syndicalistes, tels que Georges Levard, président de la C.F.T.C., de Pierre Lebrun, qui dirigea longtemps le groupe C.G.T. du Conseil, ont noté la tendance du pouvoir gaulliste à consulter de moins en moins l'Assemblée du Palais-Bourbon.

Une seconde chambre économique

En créant à la place de l'actuel Conseil économique un « Sénat » qui mêlerait notables politiques et syndicaux, les gaullistes feraient d'une pierre deux coups : ils démentèleraient le vieux Sénat qui a encore montré un esprit de rébellion à leur égard à l'occasion de la discussion sur le projet de réglementation du droit de grève et ils tenteraient d'intégrer les syndicats à l'Etat en leur donnant une apparence de pouvoir, celle qu'ont les assemblées parlementaires sous la V^e République.

Mais peut-être ne donnera-t-on

au Conseil économique nouvelle manière aucun pouvoir de décision (théorique). Il serait seulement question de rendre sa consultation obligatoire, pour les matières de sa compétence, par l'Assemblée nationale et le Sénat (s'il subsiste). Un tel projet ne semble pas aller au-delà de ce que demande actuellement la C.F.T.C. La C.G.T. et F.O. sont plus réticentes car elles craignent de mettre ainsi le doigt dans l'engrenage de l'intégration.

Quant à la gauche de papa, S.F.I.O. et communiste, elle défend le Sénat, bien que celui-ci soit traditionnellement dominé par les rivaux conservateurs. « Défense de déposer des Sénats le long des constitutions ! », disait déjà Victor Hugo.

Faut-il supprimer le Sénat et le remplacer par une seconde chambre de caractère économique et social ? Oui, répondent notamment Mendès-France et Debatisse, secrétaire général du Centre des Jeunes Agriculteurs. A ceux qui font valoir le danger de corporatisme, Pierre Mendès-France faisait remarquer non sans ironie, au colloque sur la planification démocratique, que de telles préoccupations n'avaient sans doute jamais influencé les assemblées parlementaires, et il ajoutait que les groupes de pression préféreraient à coup sûr les réunions discrètes aux discussions publiques.

Encore faudrait-il, pour que la réforme soit valable, que le dernier mot appartienne en tout état de cause à l'Assemblée élue au suffrage universel (dans l'hypothèse où celle-ci aurait un pouvoir véritable). Il faudrait aussi naturellement que la composition de la Chambre économique soit beaucoup plus démocratique que celle de l'actuel Conseil. Le colloque sur la planification démocratique avait suggéré que les groupes sociaux y soient représentés en fonction de leur poids démographique et de leur rôle économique dans la nation, ce qui aurait pour effet d'augmenter de façon très importante la représentation des travailleurs salariés et de diminuer notablement celle du patronat. Mais il ne faut pas compter sur le pouvoir gaulliste pour cela.

M. C.

Maurice Combes.

30 enfants de mineurs en Haute-Savoie



(Photo Tribune.)

C'était du bon travail et aussi... une bonne leçon à retenir.

Une idée lancée par la Commission nationale de solidarité, son appui financier, le dévouement et le dynamisme de quelques camarades de Haute-Savoie, un délai de vingt jours pour l'organisation.

Cela a suffi pour que le P.S.U., ce parti que l'on présente comme divisé, soit capable d'envoyer trente gosses de mineurs profiter durant un mois de l'air pur des montagnes, pour que les noirs terrils soient remplacés, devant leurs yeux émerveillés, par les verts pâturages alpins, et que la grise et morne plaine du Nord fasse place à la grandeur et à la beauté des sites de Haute-Savoie.

Cela a suffi parce que dès l'instant où l'affaire a été engagée, elle est devenue l'affaire de tous.

Emmy Tedesco et la Commission nationale de solidarité d'abord assuraient la coordination, les camarades de Haute-Savoie, Martin, Pachoud et la magnifique section de Reignier, assuraient l'hébergement. Dans les sections du Nord, Guénegan, Dourlet à Guesnain, Blaise à Bellaing avec l'ami Delebury s'occupaient des formalités nécessaires pour le départ.

Au cours du voyage aller, nos camarades rémois offraient dans leur ville un rafraîchissement aux enfants. Jourdain et les camarades de Dijon nous avaient préparé le repas de midi dans le cadre du Centre aéré de l'Association syndicale familiale. Au retour, Quillet, secrétaire fédéral de Haute-Savoie, avec Schulbaum, de la Haute-Marne, avaient préparé à Chaumont le repas de midi.

Que ces camarades m'excusent d'avoir cité leur nom, mais tant de résolutions et manifestations oratoires, prises de position circulant dans le parti sous la signature de leurs auteurs, qu'il m'a semblé équitable de signaler les réalisateurs de cette manifestation de solidarité réalisée dans l'unité la plus totale.

C'était du bon travail et aussi... une bonne leçon à retenir.

" L'HORRIBLE CANULAR " DE L'HOPITAL BEAUJON... et la RÉALITÉ

À U début du mois d'août, les internes de Beaujon ont convoqué les reporters de la « grande » presse écrite et parlée, et leur ont fait « gôber » une sombre histoire de greffe de jambe de cadavre...

Aux correspondants de " Tribune Socialiste "

Nous insistons vivement auprès de nos amis pour qu'ils évitent — au maximum — de nous envoyer des informations écrites à la hâte sur des petits bouts de papier.

Chaque fois que cela est possible, écrivez très lisiblement (les noms propres doivent toujours être écrits en majuscules).

Si vous tapez à la machine ou si vous envoyez un papier manuscrit ne le faites qu'au recto de la feuille.

En outre, pour éviter tout retard, nous rappelons que toutes les informations doivent être envoyées à la Rédaction, 8, rue Henner, Paris (9^e), et non 54, boul. Garibaldi, qui n'est que le siège de l'Administration (abonnements, commandes, etc.).

Si vous voulez que vos informations paraissent dans le numéro suivant, vos articles doivent nous parvenir le lundi soir au plus tard. N'oubliez pas que vous pouvez envoyer vos articles par lettre « Express », ce qui fait gagner beaucoup de temps lors de la distribution à Paris.

Les esprits sensibles ont peut-être été choqués du procédé, mais le canular visait en réalité deux faits bien plus choquants encore :

1° La propension de certains médecins et chirurgiens à une certaine forme de publicité dans les quotidiens, les hebdomadaires, la télévision.

2° La recherche par la presse du sensationnel, même non contrôlé, pourvu qu'il fasse vendre le journal.

Mais les internes des hôpitaux feront œuvre encore plus utile, le jour où ils convoqueront la presse pour poser devant elle le problème dramatique de l'Assistance publique, et pour le poser dans son ensemble.

Les internes sont en nombre insuffisant à l'hôpital Beaujon ; dans le service des tuberculeux, ils doivent s'occuper chacun de plus de quatre-vingt-dix malades, ce qui est très exagéré (près de deux fois la norme). Tous sont plus ou moins inquiets sur l'avenir de la profession médicale.

Les infirmières, qui sont habituellement 352, sont passées à l'effectif de 145 pendant le mois d'août pour tout Beaujon, cependant que le nombre des malades hospitalisés baissait très peu (1.200 au lieu de 1.500).

D'ailleurs, on sait qu'il manque en permanence au moins 8.000 infirmières dans l'ensemble des hôpitaux de Paris. Au lieu d'étudier sérieusement l'amélioration des conditions de travail du personnel, l'administration a pris la mesure héroïque... de changer l'uniforme des infirmières (ce n'est pas un canular !)

Cet été, où le manque de personnel était particulièrement criant, on a embauché comme infirmiers temporaires des agents hospitaliers retraités (sans limite d'âge), et des étudiants en médecine.

Il serait, certes, médicalement recommandable que des retraités puissent continuer à avoir une activité à temps partiel ; il serait souhaitable que les étudiants en médecine, sans discrimination de fortune, connaissent les postes de travail du personnel hospitalier au moyen de stages obligatoires.

Mais il est lamentable que l'organisation des soins hospitaliers soit livrée à l'improvisation et au replâtrage, au plus grand détriment, tant du personnel (médical et infirmier), que des usagers.

Nos amis en deuil

Nous avons appris, avec beaucoup de regrets, la mort de Jules Isaac, père d'un de nos camarades de la IX^e section.

Plusieurs générations d'écoliers et d'étudiants ont été imprégnées de l'enseignement des livres d'Histoire de Malet et Isaac.

Durant la guerre de 1940, Jules Isaac eut la douleur de perdre sa femme et sa fille déportées par l'occupant hitlérien. Jules Isaac devait marquer de son empreinte généreuse l'enseignement de l'histoire religieuse. En s'attachant à réfuter les thèses erronées sur la prétendue culpabilité du peuple juif de la condamnation de Jésus, Jules Isaac a, par son action, éliminé une des causes de l'antisémitisme. De nombreux intellectuels catholiques l'ont suivi et ont ainsi soutenu son œuvre de rapprochement fraternel entre les deux religions du Livre.

À notre camarade, et à sa famille, « T.S. » apporte ses sentiments attristés.

★

Nous apprenons avec peine le décès, survenu le 14 août, de M. Maurice Lemarchand, père de nos camarades Suzanne et André Lemarchand, président de la section de Clermont de la Ligue des Droits de l'Homme.

Dans cette douloureuse circonstance, nous prions nos camarades et leur famille de croire à notre fraternelle sympathie.

TRIBUNE Socialiste
HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUP 19-20
● Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX^e) Tél. : PIG 65-21

● Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois	7,5 F
6 mois	15 F
1 an	28 F
Soutien	50 F
Changement d'adresse	: 0,50 F.

CHAQUE SEMAINE : LISEZ ET FAITES LIRE

TRIBUNE Socialiste

« Ses échos, ses rubriques politique, sociale, économique, étrangère, ses études, ses documents, ses critiques littéraire, théâtrale, cinématographique »,

TRIBUNE, le journal qui monte.

Paraît le vendredi. — En vente dans tous les kiosques

Cinéma

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Semaine du 11 au 17 septembre

JULES et JIM

avec **Jeanne MOREAU**

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 11 au 17 septembre

LE FANFARON

En version originale

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 68-61, rue La Fayette Paris (9^e)

Histoire des Révolutions

de Claude Manceron.

LA Révolution, qu'est-ce que c'est ? C'est la suprême ressource de l'homme qui veut sauver ce qui lui reste dans son malheur et son dénuement : la liberté et sa dignité d'être humain.

La Révolution, elle a été de tous les temps, des origines à nos jours. C'est le renversement de l'ordre des choses pour le plus grand bien du plus grand nombre.

Mais la révolution n'est pas une fin en soi. Elle peut être — et elle le fut souvent, hélas ! — détournée de ses buts primitifs. Et les morts, les millions de morts qui jalonnent la route du bonheur, pour qui, pour quoi sont-ils morts ?

Mille images en 318 pages. Du martyr des machabées à l'Algérie, on peut vivre, par le texte et par l'image ce que furent, de l'an 168 avant notre ère à l'an 1962 de l'ère chrétienne, la lente et contradictoire poussée des hommes vers l'indépendance.

L'ère des révolutions est-elle résolue ? Allons donc, Karl Marx n'a-t-il pas, prophétiquement, tracé le fulgurant chemin des sociétés modernes se frayant un passage vers une société où l'homme ne serait plus exploité par l'homme ?

Mais rien n'est terminé en ce bas monde, puisque déjà s'impose la lutte de l'homme contre l'exploitation aveugle de l'Etat.

L'Histoire des révolutions, c'est un livre à posséder dans sa bibliothèque, c'est un livre à lire. Mieux encore, c'est un livre à mettre entre les mains de nos enfants. Objectif ? Certainement pas. Par exemple, pourquoi l'auteur a-t-il oublié (!) Trotski à propos de la révolution russe. Car enfin, il n'est tout de même pas facile de gommer délibérément l'organisateur de l'armée et des soviets, fût-il condamné par Staline ! Mais Claude Manceron n'est ni Thiers, ni Lavis, ni Malet. Il n'a pas voulu expliquer l'Histoire, il a voulu expliquer les révolutions dans l'histoire. C'est pourquoi cette Histoire des révolutions est intéressante pour les jeunes à qui nul programme scolaire n'apprendra les mobiles qui, depuis deux mille ans, ont soulevé les hommes contre leurs maîtres rois, seigneurs, clergés, généraux, politiciens et capitalistes, pour secouer le carcan de l'exploitation humaine ; intéressante aussi pour toutes ces « couches nouvelles » qui aujourd'hui, confondent aisément l'efficacité immédiate et les objectifs révolutionnaires.

Livre exaltant et consolant malgré les constatations qu'on ne peut pas ne pas faire, d'une continuelle duperie et d'un constant recommencement.

Mais jamais il ne faut désespérer de l'Homme...

Bertrand Renaudot.

Histoire des révolutions, en 1.000 images, collection dirigée par Robin Livio, éditions du Pont-Royal-Del Duca-Laffont.

OU VA LE JAZZ FRANÇAIS ?

I. L'après-guerre

DANS le domaine du jazz, comme dans bon nombre d'autres, les vacances ne donnent pas pâture méritant d'être relatée.

Aussi je vous propose un peu d'histoire. Quelle est l'audience actuelle du jazz en France ? A peu près la même qu'il y a quinze ans, c'est-à-dire qu'il est l'apanage d'une solide élite intellectuelle fréquentant un Saint-Germain-des-Prés moisissant. Dès la Libération, les jeunes purent entendre et, pour beaucoup, découvrir cette musique grâce à la radio américaine, les disques des surplus ; puis vinrent les premiers pressages des disques de l'A.F.C.D.J. (Association Française des Collectionneurs de Disques de Jazz). Mais au lieu de toucher un public populaire, le jazz fut accaparé par les fils à papa et ceux que l'on appelait à l'époque des Zazous. Le peuple voyait à tort dans cette musique les séquelles de la guerre et les jeunes oisifs profitant du marché noir. Les familles populaires ne firent rien, au contraire, pour que leurs enfants écoutent du jazz et les jeunes ouvriers ne se mêlèrent jamais ou presque à cette

nouvelle faune, embryon de ce qui devait devenir, pour le grand public, « les Existentialistes » de Saint-Germain.

De leur côté, ceux qui accaparèrent le jazz dans les années 45 ne firent rien pour se mélanger au peuple, pourtant ils durent admettre des étudiants qui à leur tour prirent le jazz pour en faire « leur » musique, mais n'en étendirent pas au-delà l'influence. Le jazz devint pour beaucoup de gens ce qu'il était resté, une musique de snobs (et encore lorsque l'on daigne lui accorder d'être de la musique) et c'est malheureusement vrai chez nous. Ce jazz, qui devrait être une musique essentiellement populaire, est souvent décrié par le peuple, incompris et semblant devoir être réservé à une petite chapelle. Les musiciens français sont en partie également responsables de cet état de fait. Entre 1945 et 1950, tous les espoirs étaient permis au jazz français, mais les musiciens n'ont jamais essayé eux non plus de toucher un public plus vaste, se cantonnant à tourner en rond dans les boîtes du Quartier latin et de Saint-Germain, de la Huchette à la Gargouille en passant par la Rose-Rouge et le

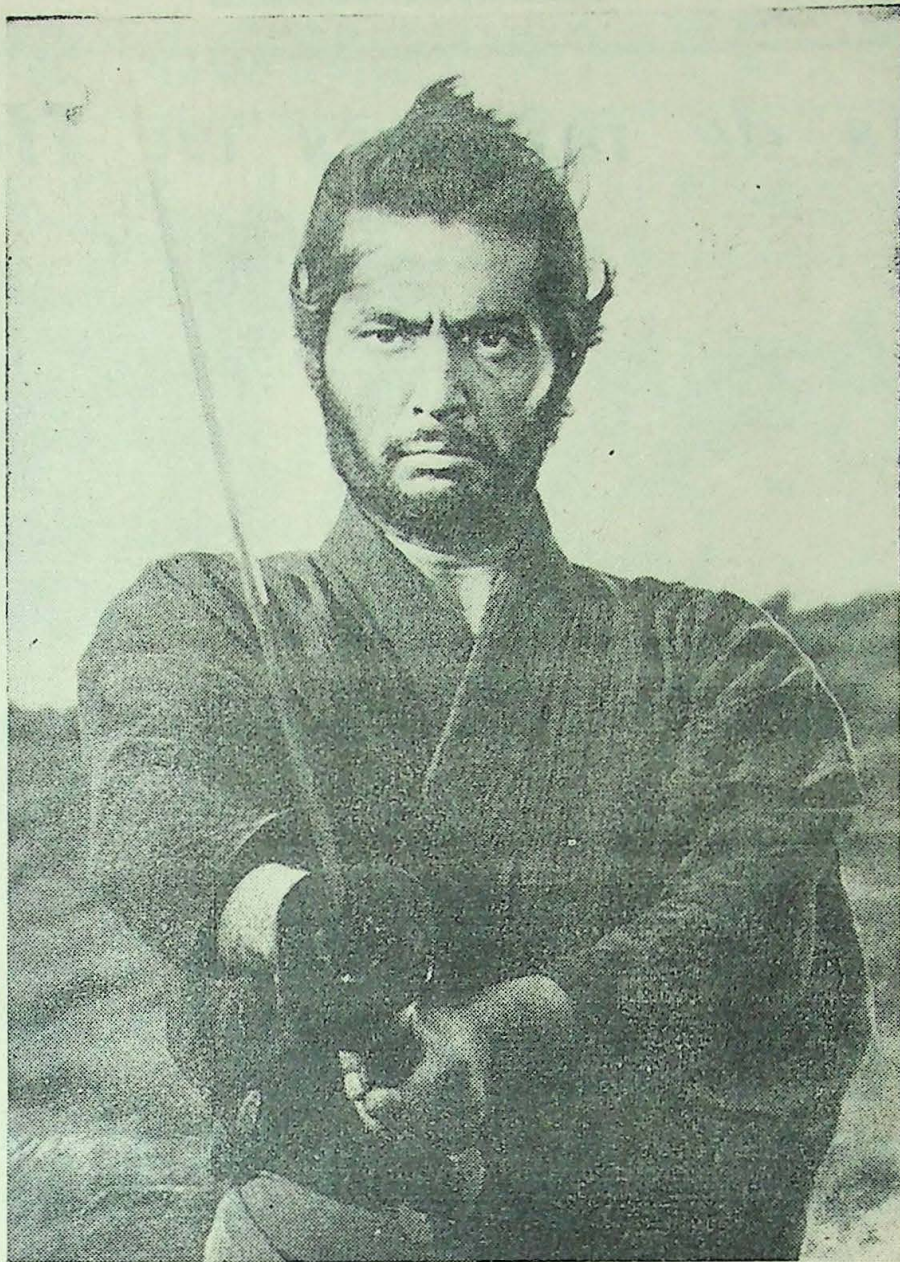
Vieux-Colombier entre autres. Leurs fidèles les suivaient et les rares fois où ils avaient l'occasion de jouer devant un public de jeunes ouvriers, les musiciens ne faisaient rien pour attirer la sympathie ou pour expliquer ce qu'était en réalité la musique de jazz et les joies que l'on pouvait en tirer, contaminés qu'ils étaient par les snobs qui les entouraient et finissant par adopter leur mentalité de secte, seule touchée par la grâce de comprendre et d'assimiler le jazz.

Petit à petit, l'enthousiasme s'éteignant et la vie aidant, les cercles du début s'éclaircissent, l'apport de nouveaux fans ne compensant pas le départ des anciens. Nous nous retrouvons au début de la saison 63-64 avec, pour l'admirateur, un fossé d'incompréhension à combler et la quasi-impossibilité de faire de nouveaux adeptes dans les couches populaires de la jeunesse et, pour les musiciens professionnels ou non, de grandes difficultés pour trouver un endroit pour jouer.

Nous verrons dans les articles suivants comment le goût des jeunes a évolué et vers quelle musique vont ses préférences actuelles.

J.-P. Bowman.

HARAKIRI



Un film beau, lent, cruel...

REVUES DE CINÉMA

Pendant la saison creuse des vacances, trois sorties à signaler.

— *Artsept*, la revue, éditée par l'UFOLEIS de Lyon, vient de publier un numéro consacré aux problèmes du cinéma-vérité. Textes critiques et interviews donnent un panorama de cette question, qui se pose à propos des films d'Ivens, des reportages télévisés ou des expériences de Jean Rouch. Les principaux noms du cinéma-vérité y prennent la parole, de Ruspoli à Leacock ; les critiques soulignent généralement qu'une technique donnée ne peut avoir pour effet automatique la « traduction » de la vérité.

— *Premier Plan* publie une monographie sur Eric von Stroheim. Célèbre et pourtant peu connu, ce personnage assez extraordinaire voit aujourd'hui sa notoriété s'étendre, à titre posthume, grâce à la cinémathe-

que ; en même temps, sa figure se débarrasse d'un certain côté mythique et l'on porte plus d'attention à son œuvre. La monographie de *Premier Plan* — comportant, comme toujours les repères historiques et filmographiques souhaitables — vient à son heure.

— *Positif* publie un numéro double consacré au cinéma d'animation. Très abondamment illustré, il offre au lecteur un panorama actuel de ce cinéma original, de ce domaine particulier qu'est « l'image par image ». Recherches esthétiques, technique spécifique du gag toujours plus affiné, le *cartoon* tient sa place, chaque festival de court métrage le montre bien, face à l'autre cinéma. Signalons aussi que ce numéro contient une interview de Welles, et des critiques de *Mourir à Madrid*, *Joli Mai*...

M. R.

PENDANT ces vacances grises, la distribution cinématographique n'eut pas grand-chose à nous offrir. Trois films émergent de la grisaille :

Harakiri, film japonais, nous raconte une histoire sanglante qui se déroule au temps des samourais. Le film est beau, lent et cruel ; il démontre comment les mœurs et les traditions sacro-saintes d'une caste féodale sont en réalité des paravents commodes pour perpétuer un certain état de choses. La violence du film semble avoir troublé la digestion de certains journalistes : il faut évidemment avoir l'estomac assez bien accroché. Encore que les critiques qui virent le film à Cannes affirment qu'il a été tailladé comme un vulgaire samourai, dans les scènes de violence, justement. On considère toujours, même en août, le public comme un enfant.

★

Le Procès de Vérone, de Carlo Lizzani. C'est une chronique des derniers temps du fascisme, au moment où certains, voyant couler le navire, tentaient de prendre le large. Mais le fascisme rattrapa les fuyards et les tua. Ce « drame de cour », comme dit Lizzani, se déroule pendant que les Alliés avancent, que les actions des partisans se développent ; nous voyons Ciano et Edda Mussolini se débattre dans un réseau de reniements et de chantages. La tentative de Lizzani est réussie ; il a reconstitué avec fidélité un morceau d'histoire récente ; si le film reste sur le plan anecdotique, ce plan-là n'est, en l'espèce, nullement à dédaigner. Imaginez-vous l'équivalent, tourné en France, ne disons pas sur Alger récemment, mais même sur Vichy 1942 ?

★

Symphonie pour un massacre, de Jacques Deray. Deray est un jeune réalisateur qui promet ; son film est brillant, nerveux, tient un rythme excellent de bout en bout. Il s'agit d'une histoire de gangsters où l'un des types de la bande essaie de filouter les autres ; jeu des acteurs, précision de la mise en scène, on croit voir un film américain. A suivre, ce cinéaste.

Marcel Ranchal.

UN DROLE DE PAROISSIEN

de Jean-Pierre Mocky

JE doute que « les charcutiers en retraite » (puisqu'il est incidemment question, dans ce film, de leur grande « détresse »...) goûtent l'humour de Jean-Pierre Mocky. L'auteur des Vierges nous sert ici un de ces petits-salés cinématographiques qui n'a pas cours chez les marchands de cochons et les épiciers en gros de la pellicule, mais qui fera les délices des esprits délicats. J'entends par là ceux qui se passent de ces exercices spirituels où les grandes orgues servent de fond sonore au même titre que le tintinnablement des pièces de monnaie au moment de la quête.

Partant du fait que « l'argent des pauvres » n'appartient plus à ceux qui l'ont donné, et encore moins à ceux qui s'octroient le privilège de le répartir, un fils de famille (Bourvil) oisif par tradition se met à piller les tronc, avec l'aide d'un de ses anciens condisciples (Jean Poiret), pour subvenir aux besoins des siens. Il s'y prend d'une manière si scientifique (au sens pataphysique du terme) qu'il fait bientôt fortune. Comme on est ici (Deo gratias!) dans le domaine de la fantaisie délibérément amoral, les voleurs ridiculisent sans trop de peine toutes « les brigades des églises » de Paris. Cela nous vaut, avec une grande tournure des basiliques, chapelles et autres lieux consacrés, un joli ballet de flics ahuris-matois-penauds où Francis Blanche se hausse au niveau d'un Frégoli des chapeaux mous. Toute la distribution est d'ailleurs excellente. C'est, à quelques exceptions près, la même que celle de Snobs et des Vierges. Une équipe de copains bien sympathiques que je vous recommande... de tout cœur.

Jean-Jacques Vernon.